

Annexe 6 : Monographie de Belle Ile en Mer

« On plante plein de graines mais on ne sait pas ce qui va pousser »

Introduction

Belle Ile en Mer est une île située au sud du Morbihan. Elle est constituée de 4 communes réunies au sein de la Communauté de Communes de Belle Ile et fait partie du Pays d'Auray, territoire de projet qui favorise la concertation, la mutualisation de moyens et d'informations.

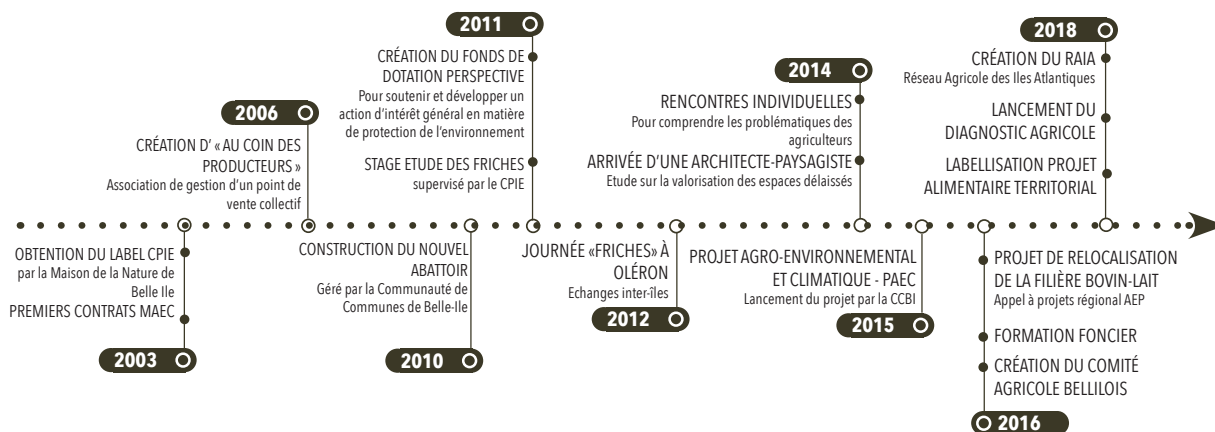
Belle Ile en Mer est une île qui subit une forte pression touristique avec l'affluence d'une population importante en été. Le tourisme est aujourd'hui la première activité économique de l'île. Les trois-quarts des emplois se répartissent dans les grandes structures touristiques directes (hôtels, campings ...) ou non (commerces, compagnies maritimes ...). (Roche, 2014) Malgré cette activité très importante, l'île a su rester très agricole avec 44km² de SAU, ce qui correspond à près de la moitié de la superficie totale de l'île. Les activités agricoles sont principalement liées à l'élevage bovin et ovin qui représentent 75% des exploitations. (CCBI, 2016)



Carte de Belle Ile en Mer (source : wikipedia)

Belle Ile se caractérise aussi par sa biodiversité floristique. La très grande richesse des prairies permanentes a été mise en valeur via un Plan Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) conduit par la CCBI et permet aujourd'hui aux agriculteurs de souscrire à des aides Mesures d'Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) de la PAC.

Le problème : enrichissement et disponibilité du foncier pour assurer la souveraineté alimentaire de l'île



Evènements majeurs permettant d'expliquer la trajectoire de Belle Ile en Mer sur les questions alimentaires (Source : ATLASS, 2018)

1. Des problématiques belliloises questionnant l'agriculture

Le caractère insulaire de Belle Ile présente des avantages et des contraintes. Elle bénéficie d'un cadre incomparable du point de vue des paysages et de la biodiversité et une agriculture qui présente le plus haut taux de contractualisation de MAEC en Bretagne. Toutefois, différentes études font apparaître une déprise agricole très nette. La diminution progressive du nombre d'agriculteurs et de la surface agricole utile attirent l'attention. Le devenir agricole de l'île est fragile. La dépendance au bateau et les surcoûts liés aux importations ou exportations constituent une contrainte majeure. La CCBI possède la compétence agricole pour l'abattoir de l'île et le camion de collecte du lait, ce qui engendre des dépenses importantes. En effet l'abattoir représente un tonnage de seulement 72 tonnes, et n'est pas en mesure d'abattre les bovins. Il assume un déficit important chaque année, de l'ordre de 400 000€. De plus, l'absence d'atelier de transformation oblige un certain nombre de brebis à partir sur pied sur le continent pour être abattues et transformées.

La déprise agricole témoigne des difficultés que rencontrent les agriculteurs à Belle-Île. Ils ont un mode de fonctionnement calqué sur le modèle conventionnel du continent avec des contraintes spécifiques : « Du fait de la finitude du territoire insulaire, les agriculteurs bellilois ne disposent pas, pour leur exploitation, d'une superficie semblable à celle dont disposent ceux du continent. L'acheminement par bateau, de la production de lait notamment, le transport de matériel, de fourrage supplémentaire, lorsque l'année est trop sèche, des tracteurs à ensilage ... sont des surcoûts que connaissent les agriculteurs qui ne peuvent concurrencer les exploitations du continent. » (Roche, 2014)

L'agriculture belliloise est en majorité destinée à la production laitière. Récolté par le camion, le lait est acheminé dans la laiterie de Pontivy, sur le continent. Il existe à Belle-île des possibilités agricoles, des ressources encore inexploitées. Le Coin des Producteurs, association d'agriculteurs créées en 2006 avec comme objectif de développer la commercialisation en circuits courts, est la première structure insulaire à tenir compte de l'intérêt croissant que les consommateurs ont pour les filières de productions de proximité.

La filière laitière de Belle Ile a subi les conséquences de l'arrêt de la subvention départementale au transport du lait par camion et bateau depuis Belle-Île jusqu'à la laiterie

Lactalis à Pontivy, augmentant fortement les coûts pour les éleveurs en février 2017. (Van Theemst, 2017) Cela remet en question la viabilité économique de la vente du lait. Cela s'est ajouté à la crise du lait de 2009 et la fin des quotas laitiers de 2015. Ces successions de crises, en parallèle du constat fait dans l'étude sur l'offre et la demande à Belle Ile alertent sur l'incohérence du système laitier bellilois. La production laitière à Belle Ile est équivalente aux volumes importés sous forme de produits laitiers transformés pour approvisionner les commerces, les restaurants et la biscuiterie de l'île, de l'ordre de 2,6 millions de litres par an.

Le foncier est une problématique centrale, mais encore plus sur une île attractive. Les jeunes exploitants peinent à trouver du terrain et donc à s'installer. Les autres à agrandir leur exploitation s'ils le souhaitent. « Les parcelles conservées dans l'espoir d'être vendues et construites un jour s'enfrichent, et sont pour certaines, déjà boisées malgré l'obligation que les propriétaires ont d'entretenir leur terrain. » (Roche, 2014)

L'enfrichement entraînant aussi une perte de biodiversité, le CPIE a commencé à travailler sur la thématique des friches, en constatant tous les problèmes qui pouvaient y être liés tels que les risques d'incendies et de prolifération des nuisibles.

Le caractère insulaire implique un éloignement des structures de conseils agricoles, et des centres de décision par rapport au continent, il n'y a donc pas d'organisme de conseil présent sur l'île. Le CPIE (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) de Belle-Île pallie ce manque d'animation territoriale agricole, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Morbihan qui vient faire des animations ponctuelles à la journée.

Enfin, Belle Ile doit faire face à des contraintes « relationnelles et sociales », avec des histoires de familles rémanentes et des compétitions politiques. A Belle Ile, l'échelle n'a pas pu être choisie, elle a été imposée par la géographie, et « *on serait sur le continent je pense que ça fait longtemps qu'il y a une ou deux communes qu'on aurait laissé tomber* »

2. Le CPIE, un ingrédient fédérateur et moteur de l'action

Belle Ile en Mer a vu se former en 1990 la Maison de la nature, une association de passionnés pour réaliser l'inventaire de la faune et de la flore de Belle-Île et partager ces connaissances avec le grand public au travers de sorties et d'animations. Cette association a obtenu le label CPIE en 2003 et elle est adhérente de l'Union nationale des CPIE reconnue d'utilité publique.

Le CPIE a 2 axes de travail principaux : l'éducation à l'environnement et l'accompagnement de collectivités et de groupes d'acteurs dans leurs projets de développement durable. Ses actions visent à enrichir la connaissance sur l'environnement de l'île, la transmettre et la faire connaître aux visiteurs, aux habitants, aux acteurs sociaux et aux collectivités et leur proposer un savoir-faire d'animation / médiation afin de doter chacun d'outils volontaires et adaptés pour protéger durablement l'environnement de Belle Ile. (Maison de la Nature de Belle Ile en Mer, 2018)

Partant du constat que la déprise agricole était responsable de l'installation de friches entraînant l'arrivée de nuisibles, une perte de biodiversité et des risques d'incendies, le CPIE a commencé dès 2003 à travailler sur l'agriculture avec une entrée friches en réalisant une cartographie de celles-ci.

Par la suite, un groupe d'agricultrices est venu le solliciter pour être accompagné dans la création du point de vente collectif Au Coin Des Producteurs en 2007 ce qui a permis d'identifier le CPIE comme un interlocuteur dans le domaine agricole.

L'ancrage du CPIE dans son rôle d'animation agricole et sa reconnaissance par les acteurs du territoire se sont renforcés lorsque des réunions collectives et des entretiens individuels sont menés auprès des agriculteurs afin de comprendre leurs problématiques. Ces différents événements ont permis de créer un climat de confiance avec les agriculteurs de l'île.

Des travaux ont été entrepris sur diverses thématiques telles que l'étude du foncier, la filière laitière, l'offre et la demande sur l'île (à travers l'accompagnement d'un magasin de producteurs et l'accueil d'un stage). Cela a conforté le CPIE de Belle Ile dans l'idée qu'il fallait construire une stratégie alimentaire globale pour l'île afin de valoriser localement les différentes productions, de sensibiliser la population et d'agir sur le foncier, et c'est la raison pour laquelle le CPIE de Belle Ile en Mer a conventionné avec ATLASS en 2017. Il souhaitait ainsi mettre en cohérence des visions partielles pour une stratégie globale et trouver un appui dans cette démarche.

3. Des soutiens locaux engagés

L'évolution de Belle Ile en Mer a été marquée par l'arrivée de plusieurs personnes motrices. Tout d'abord, le directeur du CPIE, arrivé il y a 15 ans sur l'île et bénéficiant d'une formation agronomique a pu faire la passerelle entre les préoccupations environnementales et les réalités agricoles et ainsi nourrir les réflexions engagées sur les friches par l'association. Le CPIE a ainsi été en mesure d'héberger des stages permettant des études poussées sur des thématiques précises, et ainsi d'acquérir des données sur le territoire. Un premier stage réalisé en 2011, consacré aux friches a notamment permis de formaliser les connaissances sur le foncier de l'île et de positionner Belle Ile comme un territoire impliqué dans ces dynamiques.

L'arrivée d'un donateur, ingénieur agronome retraité, préoccupé par l'avenir de l'île et engagé pour la préservation de l'environnement constitue un soutien important. Il est à l'origine de la création du Fonds de Dotation Perspectives en 2011, et suite à la présentation des résultats du travail sur les friches lors de l'assemblée générale annuelle du CPIE, il prend la décision d'appuyer le travail du CPIE qu'il juge aller dans une direction souhaitable pour l'île.

Le fonds de dotation Perspectives présente ainsi sa raison d'être : « "Soutenir et développer une action d'intérêt général en matière de protection de l'environnement (lutte contre les pollutions et nuisances, préservation de la faune, de la flore et des sites, préservation des milieux et équilibres naturels, amélioration du cadre de vie en milieu urbain ou rural) permettant de faire de Belle-Isle (56), territoire remarquable isolé de 80 km², un lieu d'expérimentation méthodologique, une forme de laboratoire, un lieu de changement de comportement, de rythme, de priorités, notamment par la mise en œuvre de mesures coopératives de protection de l'environnement efficaces sur le territoire précité."

Les fondateurs de Perspectives ont ainsi observé d'un œil attentif les travaux entrepris sur l'île en soutenant des projets qu'ils souhaitaient voir se développer. Le dialogue s'est ouvert avec le CPIE, et il semble que le fonds de dotation Perspectives ait joué un rôle dans la mise en réseau du CPIE et sa légitimation.

En 2012 les rencontres sur les friches à l'île d'Oléron ont permis aux fondateurs de Perspectives de rencontrer d'autres acteurs engagés dans l'agriculture et la préservation du foncier sur leur territoire, amorçant une réflexion sur l'agriculture insulaire.

En 2014, le Fonds de Dotation Perspectives encourage ainsi l'animateur du CPIE à mener des entretiens approfondis auprès des agriculteurs de Belle Ile, soutenant que « vous ne pouvez pas travailler sur l'agriculture si vous ne connaissez pas les agriculteurs » Ces rencontres individuelles permettent de mieux cerner les problématiques des agriculteurs et surtout de créer un climat de confiance : *« Il a un bon contact, ça fait une quinzaine d'année qu'il est sur Belle Ile. Au début il était du continent il donnait ses idées et tout ça passait pas trop. Mais il a appris à connaître comment on travaillait et ça s'est amélioré. »*

Puis une architecte-paysagiste en fin d'études est arrivée en 2014, souhaitant réaliser son mémoire sur Belle Ile en Mer et ainsi travailler sur la valorisation des espaces délaissés, et donc favoriser la réappropriation des friches en faveur du développement agricole et de l'autonomie alimentaire. La réflexion approfondie sur le foncier s'est enclenchée à partir de son travail de fin d'études même si le CPIE avait commencé un énorme travail sur les friches et le foncier depuis plusieurs années. Le soutien du Fonds de dotation Perspective a été d'une importance capitale aussi puisqu'il a vu l'intérêt de ce travail et a financé sa continuité. L'animateur du CPIE et la chargée de mission ont donc entrepris de contacter les propriétaires fonciers afin de les questionner sur le devenir de leur terrain, sonder leur intérêt pour la question du développement agricole et soulever les freins et les leviers pour prêter ou louer leur terrain à un agriculteur. Dans le but de dénouer le foncier, ils ont dans un premier temps axé la communication auprès des citoyens et propriétaires fonciers. Aux débuts, ils faisaient ce travail au nom du CPIE, mais sans réel soutien des élus. Ils sont donc entré en contact avec Terre de Liens Bretagne qui les a aidé à monter la formation sur le foncier : « comment gérer, anticiper et maîtriser le foncier agricole pour l'avenir de Belle-Ile ».

4. L'impact de la formation foncier

Le travail d'échanges avec Terre de Liens a duré près de deux ans pour bien comprendre les besoins des élus et du territoire, avant d'aboutir à une formation. L'objectif de la formation était d'amener les élus à construire un plan d'action, mais surtout, d'après l'animatrice de Terre de Liens, *« de les rendre légitimes à intervenir, leur montrer qu'ils étaient légitimes. »* Les préconisations à l'issue de la journée étaient de renouer le contact avec la SAFER, de remettre en place des commissions agricoles ou foncières sur le territoire et de réaliser un diagnostic foncier précis.

D'après l'animatrice de Terre de Liens, ça a fonctionné car le CPIE est impliqué et ancré sur le territoire, *« on est sur un territoire insulaire en plus donc, on aurait pu proposer en direct aux élus des actions et des plans de formation, je pense que ça n'aurait pas eu le même impact que de travailler avec l'acteur local surtout en tant que structure du continent. Après il y a des territoires où ça va être un élu, c'est très variable. On a des territoires où c'est un élu en particulier qui mène un projet, une idée, qui va être notre maillon de la chaîne de circulation. Après c'est bien d'avoir quelqu'un du territoire, ça permet de mieux comprendre l'histoire, la culture du secteur. Pour moi, chaque territoire a vraiment un passé et une construction propre et du coup en ayant des acteurs locaux, ça explique les particularismes d'un territoire. »*

La formation a fait son effet car à partir de ce moment, les élus ont saisi les enjeux et sont devenus moteurs. Ils ont pris conscience que le foncier est le socle de tous les projets agricoles. La formation a débouché sur la création d'un comité agricole qui se réunit régulièrement et la création d'un groupe de travail spécifique au foncier. Une élue témoigne :

« C'est là où moi j'ai pris conscience vraiment que je pouvais faire quelque chose sur l'île en tant qu'élue »

Le comité agricole n'a pas vraiment de validité réglementaire, et il n'a pas vocation à prendre des décisions « finales » mais il permet d'aborder des questions qui peuvent être discutées et votées en conseil municipal. C'est un groupe très important car il y a les élus principaux, les quatre communes sont représentées avec plus ou moins de poids, les élus de toutes les communes ne sont pas impliqués au même point sur les questions agricoles. La commune de Palais est plus en retrait

Cette formation semble avoir marqué un tournant dans la trajectoire du territoire, puisqu'elle est citée par plusieurs élus et agriculteurs, il semble y avoir un avant et un après. Mais elle n'a été efficace que grâce à tout le travail en amont pour élaborer une formation répondant aux besoins des élus et du territoire.

Suite à cela, le travail de contact des propriétaires fonciers a été facilité, car auparavant, les propriétaires fonciers demandaient « mais vous appelez de la part de qui? », tandis qu'aujourd'hui ce travail est beaucoup plus légitime avec le soutien des mairies. Sur une expérimentation foncière menée à Bourhic, près de 9 hectares de terrain on pu être mobilisés, pour lesquels la mairie de Locmaria pourrait se porter acquéreur afin de constituer des réserves foncières.

Le travail de sensibilisation et de dialogue au sein du comité agricole bellilois, en plus de l'expérimentation foncière menée à Bourhic a permis de faire aboutir l'idée de réaliser un diagnostic agricole approfondi pour recenser le foncier et caractériser son potentiel agronomique. Les communes de Locmaria, de Bangor et de Sauzon ont voté le budget pour financer ce diagnostic, avec le soutien du Pays d'Auray également dans le cadre de son projet qui vise à « encourager l'accompagnement des communes vers l'identification des zones foncières exploitables. » C'est dans ce cadre qu'ils soutiennent le diagnostic agricole prévu à Belle-Ile. Le Pays d'Auray a vu que Belle-Ile était prête à se lancer et a souhaité appuyer la démarche. Belle Ile se constitue comme un laboratoire d'expérimentation foncière.

5. Des compétences d'animation reconnues pour fédérer autour d'intérêts communs

Pour beaucoup d'acteurs rencontrés, qu'ils soient élus, agriculteurs ou techniciens, toute la dynamique tient au CPIE. Ses compétences sont reconnues et il est un acteur incontournable de l'île.

Ses efforts se sont concentrés sur plusieurs axes :

- **Comprendre les agriculteurs et leurs besoins**
- **Sensibiliser les citoyens**
- **Connaître et maîtriser le foncier**

Les qualités prêtées à son animation sont d'avoir su instaurer un climat de confiance et d'avoir su faire le pont entre différents acteurs comme en témoigne une élue : *« ça marche et il y a une confiance. A la fois du côté des élus et des agriculteurs »* La proximité permet d'être au contact avec le terrain et avec les gens et de jouer ce rôle de pivot pour redistribuer l'information au besoin.

Le CPIE constitue le moteur de Belle Ile en impulsant des dynamiques à plusieurs niveaux. Le projet Voie Lactée pour la relocalisation de la filière laitière sur Belle Ile est lancé à l'initiative du CPIE après une phase compréhensive de rencontres avec les agriculteurs soutenue par Perspectives et

Mais surtout une des qualités qui est reconnue au CPIE est de parvenir à maintenir la dynamique et faire du lien, comme le dit une élue : *« ils font un travail exemplaire au CPIE, ils sont sur le terrain, et si on a réussi à réunir les élus autour de la table pour créer ce diagnostic foncier et une commission foncière, c'est au départ par le CPIE. »* Le travail est engagé depuis 15 ans, avec des avancées plus ou moins récentes. Cela est permis par la régularité des réunions, avec des avancées majeures tel que le lancement du diagnostic agricole. Le CPIE vient en quelque sorte combler le manque d'animation agricole, car la Chambre d'Agriculture est éloignée, et la CCBI est peu impliquée sur ces questions, du fait de la prépondérance des problématiques liées directement au tourisme. Ainsi son rôle dans l'impulsion et l'animation de la démarche est reconnu : *« Mais c'est aussi le CPIE qui organise, fait les compte-rendus, qui est quand même moteur. C'est lui qui est centralisateur de tout ça. »*

Les élus, comme les agriculteurs apprécient surtout d'avoir une personne sans étiquette : *« Ce rôle d'animation est important, il est essentiel d'avoir quelqu'un de professionnel qui sache faire le lien entre tous les acteurs. »* et permettant aux différents acteurs de se réunir. Comme le dit une agricultrice : *« on se voit pas assez souvent pour pouvoir discuter, heureusement qu'il y a le CPIE. Sinon il y aurait pas d'autres occasions de se voir. »* La proximité et les rencontres sont essentielles pour conserver la dynamique. Une élue souligne de plus que *« quand on est à une réunion animée par le CPIE, on est tous sur un pied d'égalité, mais ça permet de s'entendre tous de la même façon, c'est pas l' élu qui dirige, il intervient comme l'agriculteur, comme le bénévole. Ça permet d'avoir une parole beaucoup plus libre. »* Dans le cadre du comité agricole bellilois, la fédération autour d'enjeux commun a amorcé un nouveau système d'action. Il les force à construire un cadre nouveau spécifiquement dédié au projet qu'ils forment ensemble. Ainsi l'alimentation a donné un nouveau cadre d'action sur l'île. La collaboration avec de nouveaux acteurs va pousser à remettre en question leurs manières de faire, ils vont donc sortir de leurs rôles habituels, se définir de nouveaux rôles et se doter de nouvelles méthodologies. De la même manière, la rencontre entre les acteurs s'organise autour d'un besoin partagé qui, bien qu'encore imprécis, permet de donner un sens collectif à la démarche. (Xhaufclair, 2013)

6. La légitimité à agir et à sortir de ses prérogatives

Le manque d'implication de la CCBI a été soulevé par plus de la moitié des acteurs rencontrés, et ceci est vu comme un frein au développement de la stratégie alimentaire belliloise. En effet, elle est en retrait sur les questions agricoles et alimentaires : *« la CCBI ne s'investit pas tellement. Elle fait de la gestion quotidienne mais il n'y a pas vraiment de vision d'avenir. Il y a des choses qui se font mais pas vraiment de gestion cohérente. »* De plus, comme en témoigne la secrétaire du Coin des Producteurs : *« Il n'y a pas vraiment une confiance mutuelle entre les agriculteurs et la CCBI, ce qui explique que personne ne se tend la main en premier. Entre les deux il y a le CPIE qui essaie de débloquer et qui est partenaire des deux côtés. »* La CCBI considère que l'agriculture relève des affaires privées et se concentre sur la gestion de l'abattoir et du camion de collecte de lait.

Avant la formation foncier, face à l'impuissance, voire à la réticence des élus, le CPIE n'a pas attendu la validation de son travail pour agir. Encouragé par le Fonds de Dotation Perspectives, tant sur le plan financier que moral, le CPIE est progressivement devenu le référent dans le domaine agricole sur l'île. Dans l'idée que les choses se fassent et que personne ne serait prêt à financer des actions de rencontres d'acteurs, Perspectives l'a fait. D'après le fondateur de Perspective, « *le changement est lent en agriculture comme en milieu maritime, c'est de l'humain. Politiquement il n'y a pas le retour, c'est un travail de fonds qui demande 5-10-15 ans* » ce qui peut expliquer de manière générale la réticence des élus à investir et s'impliquer dans ce domaine.

Le CPIE est ancré dans beaucoup de réseaux ((Administrateur au conseil de développement du Pays d'Auray, membre du comité unique de programmation du Pays d'Auray, élu à la commission maritimité...)) ce qui lui donne une vision périphérique du territoire et lui permet d'être identifié comme interlocuteur.

Si le positionnement du CPIE n'était pas évident au début - de quel droit prendre en main les questions agricoles et alimentaires? - et si la CCBI a pu voir d'un mauvais œil l'engagement du CPIE sur les questions agricoles, qui sont normalement de son propre ressort, elle a pu constater que ces compétences étaient profitables pour le territoire, et comme le dit le président de la CCBI : « *Notre sujet c'est la préservation de l'environnement donc on les sollicite régulièrement pour leurs compétence afin d'être accompagné pour diriger des études, mener à bien certains projets. On est très en lien avec le CPIE avec des conventions. Ils engagent des réflexions en posant des questions qui sont toujours pertinentes, et derrière si ça correspond à nos politiques locales on répond favorablement, c'est un vecteur très important.* » Ainsi la CCBI a sollicité le CPIE pour mettre en place son PAEC en 2015.

Le CPIE a donc contribué à mettre en place un espace politique local, qui favorise l'apparition de comportements citoyens chez les populations et leurs différents représentants. L'objectif était d'impulser un mouvement pour créer un terreau propice à la prise en main des problématiques par les acteurs.

7. La capacité à générer des données et favoriser l'apprentissage

Depuis le début dans son activité, il s'est attaché à produire et organiser des données sur le territoire, notamment par des études et l'accueil de stagiaires. L'analyse qu'en fait une citoyenne rencontrée est la suivante : « *c'est aussi pour ça que le CPIE a une place prépondérante parce qu'ils ont ces études là, ils savent et ils ont cette visualisation de l'évolution et de tout ce qui va avec. Parce que même si ce sont les stagiaires qui font leur mémoire et compagnie, ils sont là pour les accompagner. Ils l'intègrent. [...] le CPIE arrive à faire financer des études mine de rien, ils reçoivent pas mal de stagiaires qui font du bon boulot, des études approfondies etc... Si eux ne le faisaient pas, personne ne le ferait.* » Ils ont ainsi une photo globale, ou plutôt un film de l'évolution de l'île avec la connaissance de son historique et de son tissu. La permanence de l'animation permet une veille et une capitalisation d'information.

La gestion du projet de l'AEP sur la relocalisation de la filière laitière a donné lieu à l'accueil d'un stage de fin d'étude en 2017 en lien avec le GERDAL et l'animation de réunions avec les agriculteurs de l'île.

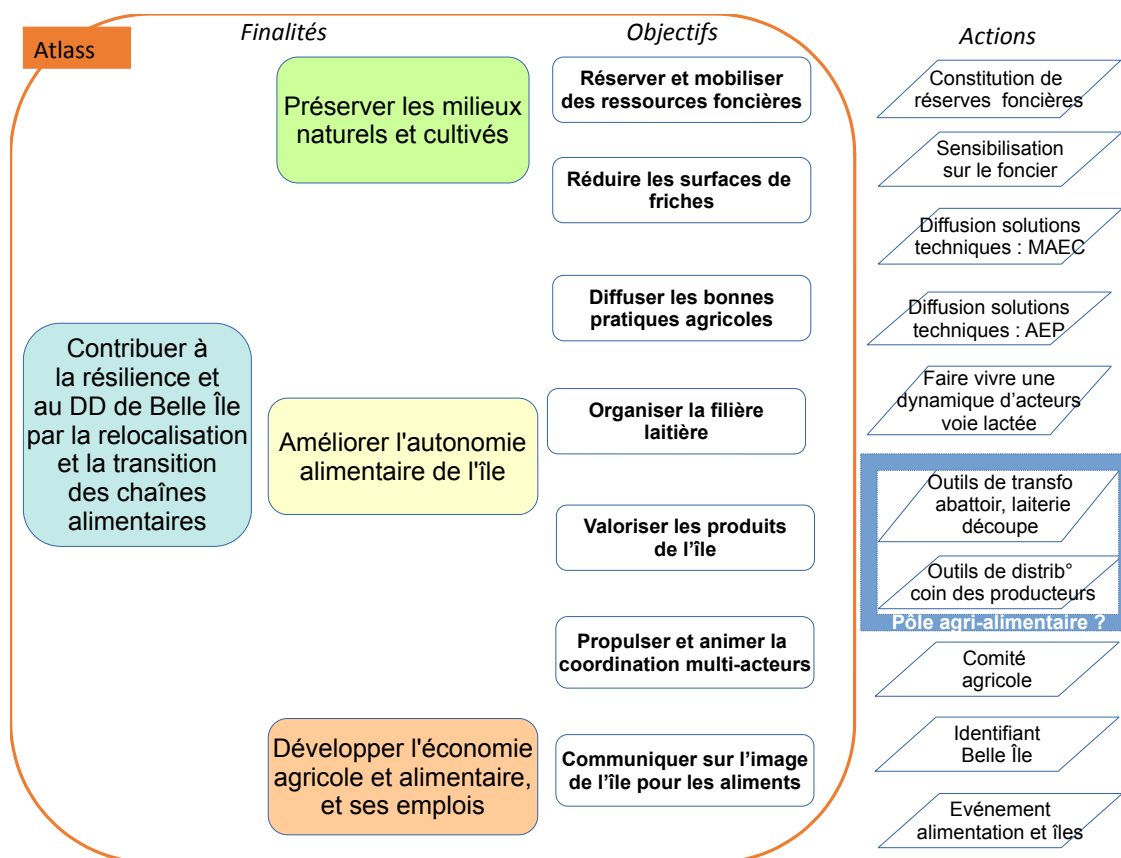
Le fait de la permanence de son animation est directement reliée à la connaissance du territoire et l'instauration d'un climat de confiance. Comme le dit la secrétaire de l'association Au Coin des Producteurs, « *Le CPIE a une place prépondérante aussi parce qu'ils ont toutes les études, ils ont cette visualisation de l'évolution de l'île.* »

Le CPIE reconnaît ne pas avoir de compétences dans tous les domaines, mais il peut aller les chercher auprès d'autres organismes et ainsi pallier le manque d'animation agricole sur le territoire. Des partenariats sont ainsi tissés avec Terre de Liens, le GERDAL pour l'accompagnement du projet lait, la FRCIVAM pour une intervention auprès du Coin des Producteurs, Agrocampus-Ouest pour de nombreuses études faisant participer des étudiants... Le travail d'échanges inter-îles engagé en 2012 avec les rencontres sur les friches à Oléron et qui se sont poursuivies au fil des années ont donné lieu à la création du RAIA, Réseau Agricole des Iles Atlantiques afin de réfléchir collectivement sur l'avenir agricole des îles.

8. Une mise en cohérence autour de l'alimentation

Souhaitant mettre en cohérence les réflexions sectorielles entreprises à Belle Ile, le CPIE a saisi l'opportunité de s'inscrire dans le projet ATLASS et bénéficier d'un accompagnement. La commande était définie et la réflexion déjà bien avancée. Le CPIE Maison de la Nature de Belle Ile avait une vision du futur souhaitable pour l'île.

Des réunions avec les membres du consortium ATLASS et le CPIE ont permis de faire le bilan des différentes actions entreprises et de clarifier les objectifs et les finalités. Ce travail a entre autre produit le cadre logique suivant :



Cadre logique réalisé dans le cadre d'ATLASS avec le CPIE

La perspective d'un pôle agri-alimentaire bellilois pour répondre aux enjeux agricoles et alimentaires est en réflexion. Dans l'idéal, celui-ci prendrait en compte la transformation carnée pour valoriser la production animale de l'île, permettrait de traiter le lait localement et de vendre les produits de l'île. La possibilité que l'association Au Coin des Producteurs soit le porteur de ce projet de territoire avait été soulevée, mais devant l'ampleur de la tâche, les membres de l'association ont décidé que ce projet de territoire était plus grand qu'eux et n'ont pas souhaité le porter. Tout est relié, les mutations au niveau du foncier ont des impacts sur l'économie de l'abattoir. L'évolution des prix du transport se répercute directement sur les éleveurs.

La difficulté d'accès à la terre sur l'île est une vraie problématique et la prise de conscience progressive. Aujourd'hui, les élus soutiennent la stratégie alimentaire belliloise financièrement et le diagnostic agricole devrait permettre d'identifier des terres agricoles. Toutefois la réflexion sur « l'après » est en cours, car une fois des terres disponibles il faut penser tout le projet sur leur destination.

Le directeur du CPIE de Belle Ile a souligné l'intérêt d'avoir une approche globale qui s'intéresse aux liens entre des objets multiples, et il a surtout apprécié la prise de recul avec d'autres territoires lors des comités de pilotage d'ATLASS.

L'inscription dans ATLASS a probablement participé à l'obtention du label PAT lors de la candidature au PNA comme un gage de sérieux et de méthodologie, en plus de donner accès à un réseau élargi. L'appui technique peut aussi avoir la fonction de faire passer de l'information aux territoires et notamment de saisir des opportunités de financements publics ou privés et de leur apporter du soutien à la rédaction de leur réponse.

Synthèse

Nous pouvons constater que sur Belle Ile en Mer les éléments convergent vers une stratégie alimentaire cohérente comme une chaîne de causalité. Les éléments s'enchaînent en incluant de plus en plus de protagonistes et en agrandissant le champ des possibles. Les choses se sont mises en place progressivement et sans forcer à vouloir imposer un PAT, les différents fils ont créé le tissu actuel. La labellisation PAT n'est pas une fin en soi mais elle apporte une certaine reconnaissance extérieure pour légitimer la démarche du CPIE, qui va de pair avec une reconnaissance belliloise gagnée grâce au travail de terrain mené depuis de nombreuses années et dans une vision à long terme. Les acteurs de l'île, même s'ils ne se mobilisent pas tous activement dans ce projet sont conscients qu'il s'agit d'une dynamique de changement bénéfique pour l'île et pour eux. Ils ne sont pas des faire-valoir et voient la sincérité de la démarche.

Ainsi, si on étudie la légitimité selon Suchman (1995), qui la définit comme « une perception ou présomption généralisée selon laquelle les actions d'une entité sont souhaitables, convenables ou appropriées au sein d'un système socialement construit de normes, valeurs, croyances et définitions. » il semble que le CPIE soit légitime pour agir sur Belle Ile. Le CPIE a pu créer des alliances avec de nombreux organismes pour renforcer sa légitimité et il a pu bénéficier de soutiens locaux tels que Perspectives. Le soutien moral autant que financier est primordial pour donner de la liberté d'action et conserver la dynamique.